

Livre blanc des Marches pour le climat de Limoges (87)

DECEMBRE 2018



Collectif citoyen - Marche pour le climat 87

Tél : 06 75 25 05 02
ou 06 60 78 57 82

Maison des Droits de
l'Homme - 37 rue Frédéric
Mistral à Limoges

Web : <https://www.facebook.com/marchepourleclimatlimoges>
E-mail : collectifclimat87@lilo.org

Table des matières

Lettre ouverte à nos élus et décideurs	1
12 actions prioritaires à mettre en œuvre	4
Bilan des marches pour le climat	6
Contacts et collectif	10
Synthèse du changement climatique	11



Lettre ouverte à nos élus et décideurs

Malgré les dizaines de tribunes et d'appels publiés depuis plusieurs décennies pour agir contre le changement climatique et la raréfaction des ressources (énergie, eau, biodiversité, etc), le changement de trajectoire nécessaire à une lutte efficace n'a pas encore eu lieu. L'urgence s'avance et le système reste le même...

Ces dernières années, le slogan « **Un autre monde est possible** » a souvent été entendu. Nous sommes aujourd'hui au stade où **un autre monde est nécessaire**. Cet autre monde est à portée de main. Le collectif des Citoyens Pour Le Climat manifeste notre volonté de voir apparaître ce monde neuf, où l'activité humaine ne travaille pas contre l'environnement qui rend son existence possible, mais avec lui. **Notre vocation est d'être le plus nombreux possible pour faire entendre raison à la société et aux gouvernants. Ensemble, nous pouvons faire basculer l'opinion et changer la trajectoire pour se diriger vers une sobriété plus épanouie.**

Le collectif Marche pour le climat 87 a organisé trois manifestations pour montrer que Limoges et la Haute-Vienne ne sont pas en reste. Il s'agit de demander la mise en place de politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre ambitieuses, parfois contraignantes mais indispensables au vu de l'urgence climatique. Celles-ci devront être systématiquement accompagnées de mesures de soutien en direction des plus défavorisés, afin qu'elles soient acceptables pour toutes et tous. Il s'agit enfin de montrer qu'on est, nous-même, prêt à cela.

Il est encore temps d'agir !

La démission de Nicolas HULOT du gouvernement, un déclic pour l'opinion publique

« Est-ce que nous avons diminué les émissions de gaz à effet de serre ? Est-ce que nous avons commencé à réduire l'utilisation des pesticides ? La réponse est non. Est-ce que nous avons commencé à enrayer l'érosion de la biodiversité ? La réponse est non. Est-ce que nous avons commencé à nous mettre en situation d'arrêter l'artificialisation des sols ? La réponse est Non !

(...) Sur un enjeu aussi important [que l'environnement], a expliqué Nicolas Hulot, je me surprends tous les jours à me résigner, tous les jours à m'accommoder des petits pas, alors que la situation universelle au moment où la planète devient une étuve mérite qu'on se retrouve et qu'on change d'échelle. »

Un Ministre de l'Ecologie se déclarant dans l'incapacité d'agir, un système incapable de se remettre en cause : les citoyens et le peuple l'ont bien compris mais ne se résignent pas. C'est

“Est-ce que les petits pas suffisent à endiguer, inverser et même à s'adapter – parce que nous avons basculé dans la tragédie climatique, et bien la réponse est Non !”

N. HULOT

Quatre associations, Notre Affaire à Tous, la Fondation pour la Nature et l'Homme, Greenpeace France et Oxfam France ont décidé d'attaquer l'Etat français en justice pour qu'il respecte ses engagements climatiques <https://laffaire dusiecle.net/>



"le signal d'une nouvelle mobilisation". Cette mobilisation citoyenne vous la retrouvez notamment dans les Marches pour le climat qui ont fait descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes ces derniers mois et dans le recours juridique qui réunit près de 2 millions de personnes contre le gouvernement pour inaction climatique.

Nos enfants nous accuseront

Le changement climatique est déjà engagé, la fin du pétrole est inéluctable et approche, la biodiversité s'effrite, l'eau commence à manquer... Les nouvelles générations accusent et accuseront les générations de la société de surconsommation et leurs gouvernants. Il ne s'agit pas de « sauver la planète » ou les ours polaires, mais bien de préserver l'humanité et les citoyens que vous administrez de difficultés majeures à court terme (10 ans), et d'un effondrement certain de leur civilisation à moyen terme (quelques décennies) si rien n'est fait.

Nous souhaitons vous rappeler qu'un élu doit en permanence avoir à l'esprit le poids du changement climatique et de la raréfaction des ressources lors de ses décisions : lorsqu'il décide de créer une zone d'activité excentrée sur des terres agricoles de qualité, lorsqu'il vote pour la fermeture d'une ligne ferroviaire, lorsqu'il refuse de servir des repas issus de l'agriculture biologique dans ses cantines, lorsqu'il attribue des subventions à une entreprise de transport de poids-lourds, ou au contraire quand il met les moyens pour une économie circulaire, lorsqu'il favorise l'emploi par un programme massif de rénovation thermique des bâtiments, lorsqu'il sécurise l'approvisionnement énergétique en développant les énergies renouvelables, etc

Vos décisions d'aujourd'hui, si elles ne sont pas pertinentes, seront considérées demain comme des fautes graves par une société et des citoyens qui n'auront pas su ou pas pu s'adapter et qui vous renverront à vos responsabilités. A l'inverse, vous avez le pouvoir d'agir pour une société créative et stimulante, qui s'adapte à la « troisième révolution » avec l'humanisme pour fer de lance.

Position vis-à-vis des autres mouvements sociaux

La Marche pour le climat a pour objectif de se faire entendre des gouvernants, du monde économique et financier et de la société toute entière pour en appeler rapidement à des mesures justes et pertinentes. Nous souhaitons donc être le plus nombreux possible, c'est pourquoi nous sommes ouverts à toutes les personnes humanistes, pacifistes et démocrates : jaunes, vert, rouge, bleu, rose, etc, quelle que soit leur couleur, puisque les Marches sont apolitiques.

Les injustices sociales sont criantes. Les mouvements sociaux sans précédents des gilets jaunes en sont la preuve. Notre avis est que si nous ne faisons rien pour limiter le changement climatique et la crise énergétique, et nous y adapter, ces inégalités seront 100 fois pires. Il n'y a pas de choix, les solutions de lutte contre le changement climatique et les vraies solutions d'adaptation doivent être mises en oeuvre, pour TOUT LE MONDE ! Il en va de la liberté et de la démocratie.



Seulement, les mouvements sociaux et leurs violences mises en avant par les médias ont totalement occulté dans les esprits des gouvernants la COP 24 et les Marches pour le climat qui ont mobilisé tout autant de monde dans la rue, sans opposer fin de mois et fin du monde. Cette lettre ouverte a pour vocation de remettre le dossier du changement climatique sur le dessus de la pile. C'est une priorité.



“Si votre angoisse à propos du changement climatique est dominée par la montée des eaux, vous n’avez qu’égratiné la surface des terreurs qu’un adolescent d’aujourd’hui connaîtra au cours de son existence »

Cyril DION

Une politique courageuse attendue

Les politiques actuelles, qu’elles soient locales ou nationales, sont parfaitement insuffisantes. Nous faisons appel à votre vaillance. Les décisions que vous devez prendre ne seront pas toujours les plus populaires et les résultats ne se verront pas forcément rapidement. Vous devez donc introduire encore plus de courage dans votre politique pour dépasser la vision à court-terme qui prévaut dans notre système actuel.

Que vous soyez élu de la Ville de Limoges, de Limoges métropole, des communes ou communautés de communes de la région, que vous soyez conseiller départemental ou régional, que vous soyez député ou sénateur, nous vous invitons à écouter et prendre en compte cette attente de vos électeurs, qui représentent l’équivalent plus de 4% des votants de Limoges, et qui vous encouragent dans cette voie juste.



MARCHE POUR LE CLIMAT DU 13 OCTOBRE 2018 A LIMOGES



Il faut agir maintenant pour un territoire adapté à la fin du pétrole et au changement climatique dans 10 ans au plus.

12 actions prioritaires à mettre en œuvre

Nous souhaitons que les territoires s'organisent pour :

- **Réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici 2030 pour viser la neutralité carbone d'ici 2050** afin de maintenir des conditions de vie acceptables sur terre
- **Adapter l'aménagement du territoire et le système économique et social** à la raréfaction du pétrole et du gaz pour éviter de graves tensions et des conséquences économiques dramatiques
- **Adapter les territoires au changement climatique** déjà engagé sans retour en arrière possible, pour limiter les bouleversements sur la vie humaine et la société : inondations, canicules, sécheresses, montées des eaux, maladies tropicales, migrations, etc
- **Rebaser l'économie sur le postulat que nous vivons dans un monde aux ressources finies**

Pour cela, nous pensons qu'il est urgent de prendre les 12 mesures suivantes :

- **Encourager massivement l'économie en circuit-court**

Ex: marchés, magasins de producteurs, ventes directes, monnaies locales, relocalisation de l'artisanat et de l'industrie, généralisation de l'agriculture paysanne et biologique locale, etc

- **Réouverture des petites lignes ferroviaires régionales**

Ex: développement d'un service public de transport en commun de type tram-train

- **Lancer un grand programme de rénovation thermique des bâtiments publics ainsi qu'un autre d'aide à l'isolation des habitations.**

Ex: dès maintenant, prévoir des performances énergétiques équivalentes à la construction passive pour le neuf et du BBC pour la rénovation, développer la filière des matériaux biosourcés

- **Réaménager le territoire pour limiter la dépendance au « tout routier »**

Ex: moratoire sur les créations de zones d'activités, revitalisation des centres en priorité, favoriser la mixité des fonctions (habitat, emploi, commerce, loisir), réduction drastique des investissements sur de nouveaux axes routiers, préservation des terres agricoles, etc



- Accompagner la filière du réemploi et du recyclage de façon massive

Ex: compléter la filière de collecte sélective des déchets, magasins de réparation des équipements électroniques, magasins d'équipements/meubles/vêtements d'occasion, éducation des citoyens et des entreprises à la gestion des déchets, plateforme de réemploi des matériaux de bâtiment, formation à la déconstruction, etc

- Réglementer l'activité bancaire pour arrêter de financer les énergies fossiles et mettre fin à la spéculation

- **Développer massivement les énergies renouvelables** pour la production de chaleur et de froid (ex: réseaux de chaleur au bois, panneaux solaires thermiques, méthanisation, etc) et dans un second temps pour la production d'électricité

- **Aider les moins favorisés à s'adapter à une énergie, et des ressources naturelles en général, de plus en plus rares et de plus en plus chères**, limiter l'inégalité d'accès à l'énergie et aux produits issus de l'agriculture biologique

- Généraliser dans la restauration collective des **régimes alimentaires avec moins de viande et plus de fruits et légumes de saison et issus de l'agriculture biologique**

- **Développer et généraliser des pistes cyclables sécurisées en voie propre**

- Débattre des solutions citoyennes pour un **signal prix carbone juste, donc adapté aux capacités financières de chaque citoyen**, mais suffisamment élevé pour contraindre l'usage des énergies fossiles

- Faire de **l'éducation au développement soutenable une vraie priorité** pour bien prendre conscience de l'impact environnemental et social de tous nos choix de consommation

Ex: Créer dans tous les territoires une maison du climat pour fournir à tous une information sérieuse sur le climat et les solutions pour limiter son changement, s'appuyer sur les mouvements associatifs et le monde scientifique

Lien vers des actions collectives et individuelles concrètes:
<https://ilestencoretemps.fr/>

Bilan des Marches pour le climat

3 manifestations ont mobilisé en tout 4 500 personnes prêtes à une vraie politique de lutte contre le changement climatique



Une Marche pour le climat a été organisée le 8 septembre 2018 à l'initiative de citoyens. Cette première Marche a réuni 130 000 personnes dans toute la France et dans 50 villes de France. Ce 8 septembre, il y avait 500 personnes rassemblées à Limoges autour d'un mini village festif des alternatives existantes. Une autre manifestation nationale a suivi le 13 octobre dans 80 villes réunissant plus de 140 000 personnes, dont 2 000 d'entre nous à Limoges. La dernière en date, le 8 décembre a réuni 200 000 personnes et mobilisé 140 villes françaises, dont près de 2000 personnes à Limoges, malgré le contexte difficile lié aux gilets jaunes. Ces Marches ou manifestations se sont déroulées dans le calme et le respect du domaine public, avec une ambiance festive. A chaque fin de Marche, des alternatives positives ont été mises en avant dans le cadre de stands ou de discours (ex : présentation d'un magasin de producteurs, d'associations environnementales, d'entreprise dans les énergies renouvelables, d'un réseau d'éco-construction, d'une banque éthique, d'expositions sur le changement climatique et la transition énergétique, d'un point-info énergie, d'un collectif de promotion du vélo, etc)

Date	Manifestants nationaux	Manifestants à Limoges
8 septembre 2018	130 000	400 à 500
13 octobre 2018	140 000	1500 à 2000
8 décembre 2018	200 000	1750 à 2000

A titre d'illustration, en 2014, 49 500 personnes environ se sont déplacées vers les urnes pour élire le maire de Limoges. Le nombre de manifestants de la Marche pour le climat représenterait donc l'équivalent de 4,05% des électeurs de la ville. Sachant que 587 voix séparaient les deux candidats à la mairie de Limoges en 2014, nous pouvons affirmer que le collectif des citoyens pour le climat est un mouvement qui pèse lourdement dans la balance et dans l'opinion publique.

L'équivalent de 4 % des électeurs de Limoges sont descendus dans la rue pour revendiquer qu'ils sont prêts à une vraie politique de lutte contre le changement climatique.

Nous aurions pu faire la même démonstration pour des élus du Conseil Régional ou Départemental, des Sénateurs ou des Députés.

8 DECEMBRE



13 OCTOBRE



Retours presse (non exhaustif) :

- Marche du 8 décembre

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/haute-vienne/limoges/plusieurs-centaines-personnes-marchent-limoges-climat-1588709.html>

https://www.lepopulaire.fr/limoges/environnement/2018/12/04/une-marche-pour-le-climat-samedi-8-decembre-a-limoges_13071998.html

https://www.lepopulaire.fr/limoges/social/environnement/2018/12/06/a-limoges-les-gilets-jaunes-n-ont-rien-contre-l-ecologie_13075943.html

<http://www.l-echo.info/article/region/2018-12-09/pas-justice-environnementale-sans-justice-sociale-64112.html>

- Marche du 13 octobre

https://www.lepopulaire.fr/limoges/environnement/2018/10/13/plusieurs-centaines-de-personnes-marchent-pour-le-climat-a-limoges_13016031.html

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/haute-vienne/limoges/marche-climat-limoges-1557478.html>

- Marche du 8 septembre

https://www.lepopulaire.fr/limoges/environnement/2018/09/08/500-personnes-rassemblees-a-limoges-a-la-marche-pour-le-climat_12974483.html

<https://www.francebleu.fr/infos/climat-environnement/une-marche-pour-la-planete-ce-samedi-a-limoges-1536222711>

Contacts et collectif

Le **collectif citoyen Marche pour le Climat 87** regroupe des citoyens, associations et ONG : alder climat-énergie, alternatiba limousin, anv-cop21, attac 87, campus à cultiver, cirena, grands-parents pour le climat, la citoyenne solaire, la maison des droits de l'homme, les amis de la terre, limousin écologie, limousin nature environnement, terre de liens, véli-vélo, la nef.

La Marche du 8 décembre a été soutenue, en plus des associations ci-dessus, par : cgt cheminots, cfdt87, la maison des architectes, l214, communauté de communes porte océane du limousin, ...

Collectif citoyen - Marche pour le climat 87

Maison des Droits de l'Homme - 37 rue Frédéric Mistral à Limoges

Tél : 06 75 25 05 02 ou 0660785782

Web : <https://www.facebook.com/marchepourleclimatlimoges>

collectifclimat87@lilo.org



Le mouvement Citoyen pour le Climat



Un collectif s'est créé après la démission de Nicolas Hulot à l'initiative de citoyens. Il existe désormais une coordination nationale qui aide à l'organisation des Marches dans les villes.

Lien vers le collectif national : <https://www.facebook.com/groups/1630479090389945/>

Synthèse du changement climatique

La COP 24

La 24ème conférence des parties à la Convention Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), COP24, s'est achevée le 15 décembre à Katowice en Pologne. Un enjeu était de fixer les règles d'application de l'Accord de Paris sur le climat adopté lors de la COP21 et qui doit entrer en vigueur en 2020. L'Accord de Paris vise à limiter d'ici à 2100 le réchauffement climatique à +2°C maximum et à poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C. Mais en 2018 les émissions de CO2 sont reparties à la hausse pour alimenter la croissance économique mondiale, toujours fondée sur la combustion des énergies fossiles.

Le GIEC

Le Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat a publié en octobre un rapport spécial. Ce rapport dit qu'avec 2°C de réchauffement les impacts seront beaucoup plus forts que si l'on ne dépasse pas +1,5°C. Ce dernier rapport indique que la stabilisation du réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle resterait théoriquement possible, à condition de "modifier rapidement, radicalement et de manière inédite tous les aspects de la société ". Il indique également que pour atteindre ce résultat, il faut baisser les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 45% d'ici 2030. D'ici 2050 les émissions de gaz à effet de serre devraient opérer une baisse de trois quart. La trajectoire actuelle mène à un réchauffement de 3,5° à 5° - une catastrophe - avec le seuil de 1,5° franchi entre 2030 et 2052.

Lien vers communiqué de presse du GIEC :

https://www.ipcc.ch/pdf/session48/pr_181008_P48_spm_fr.pdf

L'ONU

L'Organisation des Nations Unies vient de publier son rapport annuel montrant que les pays doivent multiplier par 3 leurs engagements de réduction des émissions pour stabiliser le climat à +2°C et par 5 pour se limiter à +1,5°C.

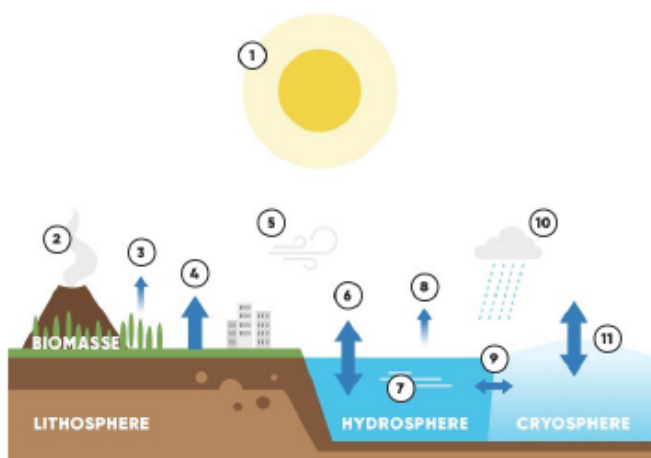
Lien vers l'article du Citepa sur le rapport de l'ONU: <https://www.citepa.org/fr/actualites/3040-27-novembre-2018-climat-rapport-2018-d-onu-environnement-sur-l-ecart-entre-les-engagements-de-reduction-et-les-reductions-necessaires-pour-atteindre-les-objectifs-de-2-c-et-de-1-5-c>

L'alerte

- en 1972, le Club de Rome nous a mis en garde et n'a pas été entendu,
- en 1992, Le Sommet de Rio nous a prévenus et n'a pas été entendu,
- en 1997, le Protocole de Kyoto nous a rappelés à l'ordre et n'a pas été entendu,
- en 2012, le Sommet de Rio +20 nous a pressés d'agir et n'a pas été entendu,
- en 2015, l'Accord de Paris nous a engagés à agir et n'a toujours pas été entendu.
- et en 2019 ?

Notre système climatique repose sur un équilibre très fragile. Cet équilibre est mis en danger par les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines.

La Terre est entourée d'une très mince enveloppe gazeuse : l'atmosphère, qui est composée principalement d'azote (78 %) et d'oxygène (21 %). La surface de la Terre est quant à elle recouverte à 70 % par les océans, les 30 % de terres émergées restantes étant très inégalement réparties.



L'atmosphère, les surfaces continentales, les océans et les glaces sont en interactions permanentes, à travers de nombreux processus physiques, chimiques ou biologiques. Cet ensemble influence les températures, les vents et les précipitations auxquels nous sommes confrontés au fil des jours, des saisons et des siècles.

1 Radiations solaires, 2 Gaz et particules volcaniques, 3 Évaporation et transpiration, 4 Interactions Terre/air, 5 Vents, 6 Interactions océans/air, 7 Courants, 8 Évaporations, 9 Interactions océans/glace, 10 Précipitations, 11 Interactions glace/air.

« Climat » : quelle définition ?

La notion de « climat » renvoie à l'ensemble des éléments qui caractérisent l'état moyen de l'atmosphère. Elle se définit à partir de statistiques sur une longue période (au moins trente ans) alors que la notion de « temps qu'il fait » renvoie aux conditions météorologiques d'un instant donné ou d'une courte période (une journée, une semaine, etc.).

L'effet de serre repose sur un équilibre fragile

Le système terrestre est en équilibre entre l'énergie solaire reçue et les radiations réémises vers l'espace. Les gaz à effet de serre (GES), présents en faible quantité dans notre atmosphère, forment une « barrière » autour de la Terre, qui permet de retenir la chaleur terrestre provenant du soleil. On peut comparer notre planète à une serre de jardinier, où les vitres retiennent la chaleur à l'intérieur de la serre.

L'effet de serre naturel permet ainsi à notre planète d'avoir une température moyenne de +15°C à sa surface. Sans cet effet de serre, il ferait -18°C sur Terre et toute vie y serait impossible. Ce phénomène naturel repose sur un équilibre fragile du fait des interactions complexes entre les différents éléments du système climatique. De faibles variations de la concentration des gaz à effet de serre peuvent entraîner de fortes modifications de la température moyenne globale.

L'effet de serre est indispensable à la vie sur Terre

La Lune, pourtant très proche de la Terre à l'échelle du système solaire, subit de très fortes disparités de températures, puisque dans certaines régions, on y mesure plus de 100°C le jour et

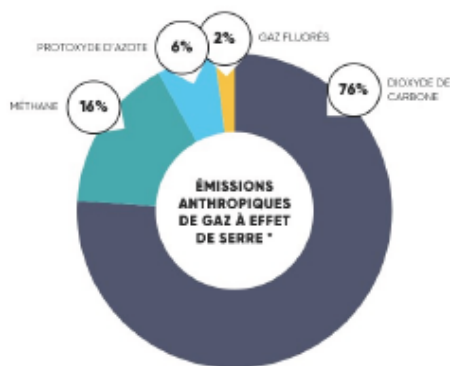
-183°C la nuit. Ces températures extrêmes s'expliquent par l'absence d'atmosphère, qui régule la température sur Terre.

Sur Terre, les gaz à effet de serre (dioxyde de carbone (CO_2), méthane (CH_4), protoxyde d'azote (N_2O), gaz fluorés (CFC),...) ne représentent qu'une portion très faible de l'atmosphère. Par exemple pour le CO_2 , la concentration est de l'ordre de 0,04 % ou 400 parties par million (ppm), contre environ 300 ppm avant l'ère industrielle. Ces gaz jouent pourtant un rôle déterminant dans le maintien d'une température terrestre propice à la vie et leur équilibre est très fragile. Toute modification de leur concentration est susceptible de déstabiliser l'équilibre climatique.

Les différents types de gaz à effet de serre

On distingue quatre grandes catégories de gaz à effet de serre à longue durée de vie : le gaz carbonique (CO_2), le méthane (CH_4), le protoxyde d'azote (N_2O) et les gaz fluorés (chlorofluorocarbures (CFC), hydrofluorocarbures (HFC), etc.).

- Le gaz carbonique (CO_2) provient en grande majorité de la combustion des énergies fossiles (pétrole, charbon et gaz) dans les transports, la production d'électricité, l'industrie et l'habitat. La déforestation (surtout en zones tropicales) et les brûlis des étendues herbeuses sont la deuxième source d'émission de CO_2 . Enfin, une part des émissions concerne également le produit de la cuisson de calcaire pour fabriquer la chaux et le ciment, ainsi que d'autres activités industrielles.
- Le méthane (CH_4) provient essentiellement de l'élevage des ruminants (vaches, moutons et chèvres en raison de leur digestion particulière), des rizières, des décharges d'ordures ménagères et des exploitations pétrolières et gazières, en raison des fuites de gaz naturel.



* Pourcentages en Gt CO_2 eq/an pour l'année 2010

•Le protoxyde d'azote (N_2O) est principalement dû à l'utilisation d'engrais azotés agricoles, à la production d'aliments pour bétail et à certains procédés chimiques, comme la production d'acide nitrique.

•Les gaz fluorés sont utilisés comme réfrigérants (climatisation et chaînes du froid), extincteurs et dans certains procédés industriels et biens de consommation (comme certains dissolvants). Ils ne sont pas naturellement présents dans l'atmosphère.

Le constat sur les évolutions passées est sans appel

Dans son cinquième rapport (publié en 2013), le GIEC montre que la hausse des températures s'est accélérée ces dernières années :

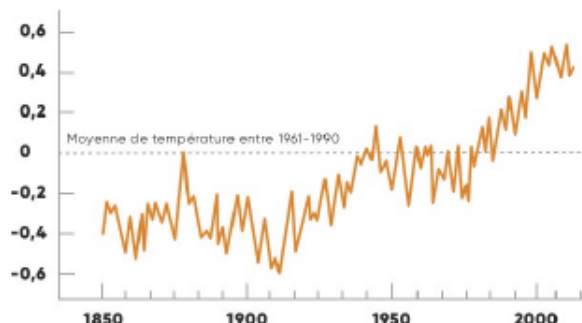
- La température moyenne mondiale (terre et océans) a augmenté de 0,85°C entre 1880 et 2012
- Chacune des trois dernières décennies (1980-1990 / 1990-2000 / 2000-2010) a été plus chaude que la précédente et que toutes les autres depuis 1850.

15 des 16 années les plus chaudes jamais enregistrées ont ainsi eu lieu depuis 2001

La fonte des glaces et la hausse du niveau des mers s'accélère

Parallèlement à la hausse des températures, le GIEC met en avant deux autres indicateurs qui sont « dans le rouge » et qui attestent des changements climatiques en cours :

- La fonte de la cryosphère (c'est à dire la fonte du manteau neigeux, de la banquise et des glaciers de montagne, du Groënland ou de l'Antarctique). Depuis les années 1960, le manteau neigeux s'est réduit en moyenne de 11,7 % (au mois de juin) par décennie dans l'hémisphère nord.
- Le niveau de la mer a augmenté de 20 centimètres en 2016 par rapport à 1901 et, sur la période 1901-2010, avec un rythme annuel moyen de +1,7 mm/an. Ce phénomène s'accélère grandement, puisqu'entre 2004 et 2015, la hausse moyenne est passée à 3,49mm/an.



Au XXIème siècle, les changements climatiques pourraient s'amplifier

La température moyenne globale en forte hausse

Si on ne réduit pas nos émissions de gaz à effet de serre au cours des prochaines années, la température moyenne globale pourrait augmenter de près de 5°C d'ici à 2100 (le scénario RCP8.5 du GIEC montre que la température moyenne globale de la période 2081-2100 pourrait augmenter de 4,8°C par rapport à la période 1986-2005.). Dans ce scénario, d'ici à 2100, un été sur deux pourrait être aussi caniculaire que l'année 2003, alors qu'une telle canicule a été très rare sur les 100 dernières années. De même, les événements extrêmes comme les fortes pluies deviendront plus intenses et se produiront plus fréquemment sur les continents des moyennes latitudes et dans les régions tropicales humides.

Au-delà de la hausse des températures, les changements climatiques en France pourraient avoir des impacts sur la pluviométrie. De façon globale, la répartition saisonnière des précipitations pourrait être modifiée, avec une pluviométrie amoindrie en été dans certaines régions, alors que les besoins en agriculture sont importants durant cette période. D'autres impacts pourraient toucher l'agriculture française, notamment la multiplication des maladies du bétail transmises par les insectes et la montée vers le nord d'insectes et de chenilles ravageuses.

La hausse du niveau des mers de plus en plus rapide ?

L'élévation d'un mètre du niveau des mers pourrait recouvrir en France 355 km d'autoroutes, 198 km de nationales, 4338 km de départementales et 1967 km de voies ferrées.

En France, si l'élévation du niveau des mers se situe dans la moyenne mondiale, le territoire métropolitain est particulièrement vulnérable car il est bordé de mers sur près de 5500 km. Sur ces côtes vivent des millions d'habitants, notamment dans les villes comme Bordeaux, Calais, Dunkerque, Marseille ou Nice. Le tissu économique y est souvent tributaire de la mer (pêche, marais et tourisme). Les basses terres comme le littoral aquitain sont très vulnérables à l'érosion.

Les objectifs climatiques

L'accord signé à la COP21 stipule que 195 pays visent désormais une limitation de la hausse de la température "bien en deçà de 2°C", en faisant tous les efforts pour la maintenir "en deçà de 1,5°C".

Si l'accord signé lors de la COP21 se traduit en actes, cet horizon signifie qu'il faut tourner le dos aux énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) au niveau mondial avant le milieu du XXI^e siècle. Et donc, opérer une transformation rapide de notre système de production et de consommation d'énergie au cours des 35 prochaines années.

Concrètement, cela veut dire zéro émissions (nettes) de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, HFC, etc.) le plus tôt possible après 2050 (autour de 2060-2080). Ce qui implique de ne plus émettre de CO₂ lié à l'utilisation d'énergies fossiles dès 2050 et de laisser environ 80 % des combustibles fossiles dans les sols.

Il n'y a pas d'autre chemin pour y parvenir que de viser un horizon fait de 100 % d'énergies renouvelables d'ici à 2050, rendu possible par des économies d'énergie à tous les niveaux. Cela exigera aussi des transferts financiers et technologiques pour que les pays les plus pauvres, les personnes dans l'incapacité de s'adapter, puissent accéder, eux aussi, à cette transition.

Attention, vigilance :

Dans le 5^e rapport du GIEC, la majorité des chiffres est donnée par rapport aux moyennes constatées sur la période 1986-2005. Cependant, entre celle-ci et le début de l'ère industrielle (1850), la température moyenne globale a déjà augmenté de 0,6°C.

Il faut donc ajouter cette augmentation passée à ses estimations de hausse pour la fin du XXI^e siècle : celles-ci étant de +1.1°C en 2081-2100 au minimum (sans mesures de politique climat) par rapport à 1986-2005, une élévation de température de +1.7°C est donc déjà engagée actuellement par rapport à 1850 si aucune action internationale d'atténuation des changements climatiques n'est mise en oeuvre.

Pour défendre le Climat : réveillons nous !